



N° d'affaire : 055-33-17-00429
Opération : CTM, Castelnau

Plan Général de Coordination – Révision 0

Date : 2/03/2018

Page : 1 sur 47



RESTRUCTURATION ET REHABILITATION D'UNE ANCIENNE USINE POUR ACCUEILLIR LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

Maître d'Ouvrage : **VILLE DE CASTELNAU DE MEDOC**
20, rue du Château
33480 CASTELNAU DE MEDOC



Architecte : **Bernard PIZON**
1, allée des Coteaux Lieu-dit « Martin » - 33880 BAURECH
Tél : 05.56.78.77.26 – télécopie : 05.56.91.36.96 – courriel : bernard.pizon@free.fr



Bernard PIZON - Architecte D.P.L.G.

Bureau d'études Fluides : **BETEL**
1, allée de la Gare - 33770 ST SALLES
Tél : 05.56.78.05.33 – courriel : yannick@sanibetel.fr



Bureau d'études Structures : **IBC**
1, avenue de la Mame - 33400 TALENCE
Tél : 05.57.89.26.72 – télécopie : 05.57.89.28.63 – courriel : ibc@groupe-ic.fr



PLAN GENERAL DE COORDINATION



Document en notre possession : APD (manque CCTP des lots 8 & 9, Coupe de toiture)

MISE A JOUR		
N° DE L'AVENANT	DATE	INTITULE
0	02/03/18	création

Le Coordonnateur SPS – Fabrice FAUX



SOMMAIRE

Table des matières

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX.....	4
1.1. Désignation de l'opération.....	4
1.2. Description sommaire.....	4
1.3. Liste des intervenants / nomenclature des lots.....	5
1.4. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération.....	5
1.5. Risques liés à l'opération.....	5
2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT.....	6
2.1. Voies d'accès / desserte.....	7
2.2. Servitude d'accès – Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier.....	8
2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées.....	9
2.4. Installations provisoires sur la voie publique.....	10
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT.....	11
(notamment R238-42 à 44, R232-2-1 à R232-2-5 du code du travail).....	11
3.1. Voies et réseaux divers préalables aux travaux	11
3.2. Cantonnements.....	12
3.3. Nettoyage du chantier.....	13
4. ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER.....	18
4.1. Force.....	19
4.2. Éclairage.....	20
5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE.....	21
5.1. Description.....	22
5.2. Mesures de prévention.....	23
6. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER.....	24
6.1. Circulation de véhicules (notamment R238-41, R238-45 du code du travail).....	21
6.2. Circulation piétons.....	23
7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES.....	27
7.1. Secours.....	27

7.2. Incendie.....	27
8. PROTECTIONS COLLECTIVES.....	28
(notamment Conforme au décret 2004-924 du 1er septembre 2004 et à l'article 5 modifié du décret du 8 janvier 65, à l'arrêté du 21/12/2004 (vérification échafaudage), à la circulaire DRT 2005/0/ du 27/06/2005).....	29
8.1. Dispositions générales :	30
8.2.Nature des protections collectives.....	31
9. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	32
9.1. Présence d'amiante.....	32
9.2. Présence de plomb.....	32
9.3.Autres matériaux (radioactifs / déchets contaminés etc....).....	33
9.4. Travaux de démolition.....	33
9.5. Travaux de grande hauteur.....	34
9.6. Travaux de terrassement ou de tranchés.....	35
9.7. Travaux de fondations.....	36
9.8. Utilisation de produits dangereux.....	37
9.9. Ouvrages particuliers à réaliser.....	38
9.10. Autres	39
10. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉS.....	40
10.1. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :.....	40
10.2. Isolation de certaines zones (travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques).....	40
11. MODALITÉ DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS..	41
11.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé.....	41
11.2. Sous-traitance.....	41
11.3. Collège inter entreprises de sécurité de santé et de conditions de travail.....	42
12. LISTE DES INTERVENANTS.....	43
13. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT.....	44
14. TEXTES REGLEMENTAIRES	46
15. RESUME DES POINTS A EXAMINER AVANT DE REDIGER LE P.P.S.P.S	49



1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1. Désignation de l'opération

- Nature des travaux : Réhabilitation d'un bâtiment
- Mode de passation des marchés :
lots séparés
- Implantation géographique / adresse :
Chemin de Bernones
33480 CASTELNAU DE MÉDOC

1.2. Description sommaire

- description détaillée consultable dans les CCTP

1.3. Liste des intervenants / nomenclature des lots

LOT	DESIGNATION	ENTREPRISE
01	GO, Démolition	NC*
02	Menuiseries extérieures métalliques	NC*
03	Couverture, Etanchéité, Zinguerie	NC*
04	Serrurerie, Portes sectionnelles, Bardage & Couverture acier	NC*
05	Menuiseries intérieures bois, Plâtrerie, Isolation, Plafond suspendus	NC*
06	Carrelages	NC*
07	Peintures, Signalétiques	NC*



LOT	DESIGNATION	ENTREPRISE
08	Génie climatique, Plomberie, Sanitaire	NC*
09	Electricité, Intrusion, Téléphone, Informatique	NC*
10	VRD, Aménagements extérieurs	NC*

* non connue à ce jour

1.4. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

Les travaux seront réalisés en une seule phase qui débutera à partir de

L'effectif prévisible sera de 4 à 10 personnes.

Cette opération est de niveau 02.

1.5. Risques liés à l'opération

- Aux manutentions d'éléments préfabriqués en particulier (ouvrages béton, bungalows, groupe, etc ...), et enlèvement de matériaux,
- Aux chutes de personnes ou de matériaux,
- A l'inhalation de poussière,
- Aux problèmes de circulations,
- Aux travaux nécessitant l'utilisation d'engins spéciaux: porte char, camion auto déchargeable, manuscopic, nacelle, etc),
- Aux risques de heurts par des engins en mouvement, qui sont bruyants et possèdent d'importants angles morts,
- Aux risques de circulation pour le déplacement des véhicules,
- Aux risques d'éboulement des tranchées, des parois pour les terrassements, les fondations, les tranchées d'assainissement (se référer au rapport de sondages de sol et notamment pour les méthodologies et évolution de matériel.),
- Aux travaux à proximité des réseaux à risque, en particulier électriques et gaz,
- Aux interférences avec le commerce en exploitation (supérette) notamment lors de leurs livraisons quotidiennes,
- A l'écrasement et l'enfouissement,
- A l'utilisation de produits chauds : émulsion de bitume, etc...,
- Aux inondations et dégâts des eaux,
- Aux risques de découvrir des matériaux litigieux,
- Aux risques des salissures sur les voies publiques,
- Aux interférences avec les autres intervenants du chantier : concessionnaires,



- Aux travaux réalisés en site urbain et sur une zone très restreinte,
- Aux travaux en grande hauteur avec utilisation de grues manutention et aux mouvements de charpente,
- Aux travaux sur échafaudage (risques de heurts par des engins en mouvement),
- **A la présence des riverains en particulier des enfants, aux abords du chantier,**
- A la présence de grue à tour notamment les risques d'interférence avec d'autres grues à tours, etc...



2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

Dispositions prises en cas de défaillances :

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation après simple sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente

Chaque entreprise, sous traitant inclus aura l'obligation avant même de rentrer sur le chantier à :

1. Réaliser une Visite d'Inspection Commune (VIC) avec le coordonnateur SPS, conformément au décret du code du travail R 4532-13.

La prise de rendez-vous se fera 2 semaines avant la date souhaitée de la VIC.

2. La rédaction et la diffusion d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), conformément au décret du code du travail R 4532-56 à R 4532-74.

Sans objection du coordonnateur SPS dans les 5 jours qui suivent la réception de ce document, l'entreprise pourra débuter ses travaux.

3. Chaque employé et visiteur de chantier autorisés devront être identifiables.

Le port d'un badge sera obligatoire pour tous dans l'emprise du chantier. Il devra indiquer le nom de la personne et le nom de l'entreprise.

2.1. Voies d'accès / desserte

- Accès principal : Chemin de Bernones



- Gabarit à respecter :
Non précisé dans les pièces écrites
- Charge admissible :
Non précisé dans les pièces écrites

2.2. Servitude d'accès – Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier

- Présence de bâtiment public (école, autre chantier, usines, dépôts, hôpital etc....)

- Lot chargé des dispositions à prendre :
LOT GO

- Disposition à prendre :
 - Mettre 2 panneaux «sortie de camion» en amont et en aval de chaque accès chantier chantier.
 - Chef à la manœuvre.
 - Prévoir panneaux «chantier interdit au public», «port EPI obligatoire» sur portail existant avec principe de fermeture.
 - Faire une station de lavage avant la sortie des engins et véhicules.
 - Nettoyage régulier de la voie publique.
 - Condamnation de place de parking le long de la façades côté rue pour les manœuvres et approvisionnements.
 - Faire demande d'arrêtés municipaux et respecter leurs préconisations.
 - Prévoir clôture de chantier de type HERAS sur la totalité de la périphérie du chantier (et pour toute la durée du chantier) muni de panneaux «chantier interdit au public», «port EPI obligatoire».

- Présence de canalisations enterrées ou aériennes :

<u>Description :</u> Tous réseaux	<ul style="list-style-type: none"> • Disposition à prendre : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Avant toutes interventions faire les demandes (DICT, DR).</u> - <u>Consignation, de tous les réseaux, formalisée par écrit, purges des tuyaux, etc...</u>
<u>Localisation :</u> Dans la zone chantier et tout autour du chantier	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Lot chargé des dispositions à prendre :</u> Chaque entreprise ayant des travaux aériens ou souterrains à effectuer

2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

- Mise en place du panneau de chantier (*R 8221-1 du code du travail*) visible de la voie publique (**LOT GO**).
- Mettre panneau «chantier interdit au public» (**LOT GO**).
- Mettre portail avec principe de fermeture (à maintenir pour toute la durée du chantier) (**LOT GO**).
- Les entreprises doivent donner le nom de leurs intervenants sur le PPSPS (**TOUS**).
- Fléchage spécifique pour l'accès chantier (**LOT GO**).
- Les ouvertures du RDC donnant l'accès au bâtiment devront être fermées quotidiennement (**LOT GO**).
- Fléchage spécifique pour l'accès chantier et pour les circulations piétonnes aux abords du chantier (**LOT GO**).
- Vérification quotidienne et relevage des clôtures liaisonnées entre-elles et le/les portails fermés avec leur principe de fermeture (**LOT GO**). Le remplacement des panneaux endommagés restant à la charge du **lot GO**



- Le chantier doit resté fermé même pendant les heures de travail. Si intrusion intempestive du public sur le chantier mise en place d'un gardiennage (dépenses imputées au **compte prorata**).

2.4. Installations provisoires sur la voie publique

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	Barrières type «Héras»	autour du chantier et pour toute la durée de celui-ci	LOT GO	LOT GO
Portes et portails	Barrières avec principe de fermeture	Selon plan d'installation chantier	LOT GO	LOT GO
Chemin d'accès	Empierrement périphérique	Le long des bâtis, à préciser sur le plan d'installation de chantier	LOT GO	LOT GO
Auvents / passage piéton couvert	Oui avec filet pare gravois obligatoire	Au niveau de chaque ouverture donnant directement sur l'extérieur	LOT GO	LOT GO
Déviation véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs	Selon arrêté municipal	Selon arrêté municipal	LOT concerné	LOT concerné
Panneaux de signalisation Voies à créer	Selon arrêté municipal selon plan d'implantation	Selon arrêté municipal selon plan d'implantation	LOT concerné	LOT concerné
Autres :				



3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

(notamment R238-42 à 44, R232-2-1 à R232-2-5 du code du travail, décret du 08 janvier 1965 modifié art 189-191, etc...)

Dispositions prises en cas de défaillances :

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation après simple sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente

3.1. Voies et réseaux divers préalables aux travaux

ÉLECTRICITÉ	
<u>Localisation</u> : Un coffret électrique en limite de propriété et un coffret électrique à la base vie, selon les normes en vigueur	<u>Planification du raccordement</u> : démarrage chantier. Les démarches auprès du concessionnaire devront être réalisées à la signature de l'OS en phase de préparation de chantier.
<u>Entreprise chargée du raccordement</u> : LOT GO	<u>Planification du contrôle par un organisme agréé</u> démarrage chantier tous les douze mois

EAU POTABLE	
<u>Localisation</u> : Point d'eau au niveau de la zone vie, aux abords du bâtiment et au niveau de la sortie du chantier (nettoyage véhicules).	<u>Planification du raccordement</u> : démarrage chantier. Le MO fourni l'eau
<u>Entreprise chargée du raccordement</u> : LOT GO	

**EAUX USÉES**

Localisation : Sur réseau existant ou fourniture et pose d'une fosse

Planification du raccordement : démarrage chantier

Entreprise chargée du raccordement :
LOT GO

Nota :

- Mise en place d'un téléphone et d'une liaison internet pour toute la durée du chantier. Liaison permanente avec météo France sur site lors de l'installation d'une grue à tour.
- Toutes les dépenses liées aux consommations d'eau, d'électricité et de téléphone seront imputées au compte prorata.

3.2. Cantonnements**Dispositions Générales :**

Les cantonnements comporteront un lieu de restauration, des vestiaires, des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.

Un entretien journalier des installations de la base vie pour toute la durée du chantier.

La dimension des pièces faisant offices de cantonnements sera adaptée aux effectifs de pointe en fonction des variations consécutives à la planification des travaux préétablis.

Il est rappelé que le personnel intervenant sur le chantier doit utiliser des installations sanitaires, des réfectoires et des vestiaires mis à leur disposition.



- Localisation

Leur localisation sera, dans la mesure du possible, permanente jusqu'à la fin du chantier. Dans le cas où les travaux nécessiteraient un déplacement du cantonnement en place, celui-ci devra être déplacé dans les zones disponibles à proximité des lieux d'intervention. Dans le cas d'une impossibilité de déplacement de toute ou partie de la base vie, des travaux d'aménagement de locaux existant ou de pièce dans le bâtiment en construction devront être entrepris.

- Accès au chantier depuis le cantonnement

L'accès aux postes de travail depuis les cantonnements sera conçu d'une manière à privilégier et à faciliter les déplacements linéaires directs du personnel de chantier, en fonction des différentes contraintes physiques liées à la configuration des locaux .

- Locaux sanitaires

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux. L'ensemble des évacuations des eaux usées et eaux vannes se fera par le (ou les)réseau le plus proche. Si ce dernier est inexistant, une fosse sera mise en place afin de recueillir les effluents. Cette dernière sera vidangée autant de fois que nécessaire pendant son exploitation.

Le nombre de postes d'eau sera défini suivant la base d'un point d'eau chaude et froide pour 5 personnes.

L'eau sera potable et à température réglable.

Il sera prévu des WC à la turque et des urinoirs avec chasses d'eau, sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes.

Un WC, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Les canalisations des cantonnements devront être installées "hors gel".



Les douches (1 pour 20 personnes) comporteront individuellement :

- une porte pleine,
- un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères
- un rideau de séparation

- Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et leur désinfection devront être effectués aussi souvent que nécessaire afin de maintenir ces lieux propres.
- Local réfectoire

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne.

Ce local devra être correctement chauffé, éclairé, aéré, avec un nettoyage régulier et disposer d'un chauffe-gamelles électrique ou d'un micro-onde, d'un réfrigérateur et d'un évier muni d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude. Alimentation en eau et évacuation des eaux usées des cantonnements.

- Locaux vestiaires

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25 m² minimum par personne présente sur le chantier.

Ils devront posséder des armoires vestiaires à 2 compartiments.

Ils seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés.

Ils seront nettoyés quotidiennement. En fonction des variations des effectifs de chaque entreprise pendant le déroulement de l'opération, celles-ci seront amenées à occuper des surfaces des locaux vestiaires plus ou moins importantes et devront, le cas échéant, libérer tout ou partie des surfaces lors de la réduction de leur activité.

- Alimentation électrique des locaux réservés au personnel



Cette alimentation sera suffisante pour :

- les ampoules d'éclairage
 - le chauffage correct des locaux: prévoir les appareils nécessaires
 - le chauffage de l'eau chaude nécessaire: prévoir les ballons
 - les chauffe-gamelles, réfrigérateur, ventilation etc ...
- Ces travaux d'alimentation électrique devront être conformes aux décrets et normes en vigueur.
Vérification de l'installation électrique primaire et secondaire:
Par organisme agréé tout les douze mois et transmettre une copie du PV de contrôle au coordonnateur SPS
 - **Installation de sanitaires complémentaires:** Suivant emplacement de la base vie, un sanitaire complémentaire (voir plus) sera éventuellement à prévoir. Cette décision sera précisée en cours de chantier par le coordonnateur SPS.

Mesures spécifiques au chantier

Description nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement ou extension	mise en œuvre	entretien	Répartition des frais d'entretien
Vestiaires chauffés	Voir Art. R. 4228-1 à 4228-6 pour 15 personnes, soit 1.25 m ² / Personne	Zone vie	une armoire individuelle par personne	En fonction du nombre de personnel sur site	GO	GO	Compte prorata
Réfectoires chauffés	Voir décret 68 titre 13 pour 15 personnes, soit 1.50 m ² / Personne	Zone vie	Table, chaises, micro-onde et réfrigérateur	En fonction du nombre de personnel sur site	GO	GO	Compte prorata
Lavabos chauffés	Voir Art. R. 4228-7 pour 15 personnes avec eau chaude soit 1 lavabos pour 10 personnes	Zone vie	Savon et essuie-mains	Si besoin	GO	GO	Compte prorata
Sanitaires	Voir Art. R. 4228-10 à 4228-15 pour 15 personnes soit, 1 sanitaire et urinoir pour 20 hommes 2 cabinets pour 20 femmes	Zone vie	Papier toilette	Si besoin	GO	GO	Compte prorata



Description nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement ou extension	mise en œuvre	entretien	Répartition des frais d'entretien
Douche chauffée	Voir Art. R. R. 4228-8 à 4228-9 installation de 0 douches						
Bureau chauffé	20 m² équipés en salle de réunion avec une armoire et climatisation si possible	Zone vie	Téléphone et Fax Ligne FT comprise	Si besoin	GO	GO	Compte prorata
Locaux existants	aucun						

- Procédure en cas de défaillance ou de litige :
 - localisation / dimensionnement : Si le dimensionnement est insuffisant suivant l'avancement du chantier et l'effectif, un agrandissement de l'installation sera demandé.
 - lot chargé de leur mise en œuvre et de l'entretien : **Lot GROS ŒUVRE**, les dépenses d'entretien seront portées au compte prorata

3.3. Nettoyage du chantier

Procédure générale :

Chaque corps d'état, enlève et achemine ses gravois jusqu'aux bennes appropriées au type de déchets DIS – DIB – DI - Déchets - emballages propres et sur une aire pour les produits dangereux (**voir nota ci-après**).

La signalétique sera assurée par le **LOT**.

Moyens mis en œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de la gestion	Répartition des frais d'entretien
Bennes à gravois	Selon plan implantation de chantier	Au démarrage chantier	LOT GO	LOT GO ou compte prorata

Moyens mis en œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de la gestion	Répartition des frais d'entretien
Bennes à déchets de plâtre	Selon plan implantation de chantier	PLATRERIE	LOT GO	LOT PLATRERIE
Goulotte	Selon plan implantation de chantier	Au démarrage chantier	LOT GO	LOT GO
Nettoyage des véhicules	À la sortie du chantier	Pour toute la durée du chantier	LOT GO	LOT GO

- *Nota : Tri et élimination des déchets (rappel de la réglementation).*

Le tri sélectif permet de séparer les différents matériaux en vue :

- D'une valorisation pour les produits recyclables,
- D'un traitement approprié pour les produits considérés, comme déchets spéciaux ou déchets ultimes,
- Respecter la réglementation en vigueur : loi du 15 juillet 1975 et du 13/15 juillet 1992.

Les éléments non valorisables sont dirigés vers les sites appropriés, dont la classification est la suivante :

- DID: Déchets Industriel Dangereux,
- Déchets industriels banals : DIB,
- Déchets dits Inertes : DI,
- Déchets d'emballages propres,
- Aire spécifique produits dangereux comprenant un bassin de rétention des polluants ou big bag.

Pas de rejets dans le sol des huiles décoffrage, laitance, produits nettoyage, peinture : prévoir évacuation des produits de décantation (voir nota ci après).

Cas particulier : Pollution de l'eau, de l'air et du sol

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant ou pollués est formellement interdit.

Les mesures suivantes devront être impérativement suivies:

- Interdiction de brûler les déchets sur le chantier (même les cartons et le bois!) ou de les enfouir,
- Rajout au mortier de pose et de rejointoiement d'un produit anti-sels de manière à limiter la propagation des sulfates et autres sels minéraux,
- Utilisation d'huile de décoffrage de type végétal,



- Éviter d'utiliser des produits toxiques (ou mise en place de rétention dans le cas).

Des bacs de rétention, 3 compartiments, pour le traitement des eaux chargées avant rejet dans le milieu naturel seront prévus pour le lavage des outils sur chantier. Les produits de décantation sont stockés et enlevés par le **LOTGO**

Lorsque les techniques de construction font appel à des produits susceptibles de s'écouler vers le sol et de le polluer (huiles de décoffrages, laitances de béton, produits de nettoyage ou de dégraissage, ...), il conviendra d'organiser la rétention et la collecte de ces effluents pour éviter toute infiltration dans le sol ou écoulement vers les eaux de surface et souterraines. Ces effluents seront traités sur site puis enlevés par le **LOT GO**.

L'entreprise de **GROS ŒUVRE** chargée de la «Gestion des déchets» mettra donc à disposition l'ensemble des équipements nécessaires à la collecte, au traitement des liquides et effluents, à l'évacuation des produits de décantation et des effluents. Cette entreprise aura également à sa charge la mise en place et la gestion des bacs de récupération réservés aux produits liquides toxiques (peintures, solvants, produits de traitement du bois, ...).

- Chaque entrepreneur supporte l'entière responsabilité de toutes les mesures adoptées par lui pour assurer l'exécution des travaux et maintenir le bon ordre et la discipline dans le chantier. Il est tenu d'assurer la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois et textes réglementaires, aux règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres, dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément aux usages des professions du bâtiment.
- Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit, ainsi que de tous accidents et de tous dommages, dégâts et détournements, que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes quelles qu'elles soient et de tous dommages, causés à tous biens (immeubles où les travaux sont exécutés, fonds voisins, voie publique et ses accessoires, etc ...) par son personnel, ses véhicules ou ses appareils.



4. ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER

Dispositions prises en cas de défaillances :

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation après simple sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente

4.1. Force

HABILITATION ELECTRIQUE pour PERSONNEL de CHANTIER

Conformément à l'article R 4535-12 du décret n°2010-1018 du 30 août 2010, toute personne effectuant des opérations sur des installations électriques sur chantier de bâtiment ou génie civil (manœuvre de disjoncteur, raccordement de prises de courant etc...) doivent disposer d'un titre d'habilitation électrique BO ou BE afin d'avoir un niveau de connaissance lié au risque électrique.

4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

- Description : Voir art 3.1
- Lot chargé de l'installation : **LOT GO**
- Vérification périodique par organisme agréé : oui à la charge du **LOT GO** (ou voir CCTP)

4.1.2. Installations secondaires

- Description, implantation et nombre de coffrets :

Un coffret à proximité de la base vie.

Installation estimée à 1 coffret supplémentaire en position centrale de chaque niveau et par cage d'escalier, afin d'éviter des rallonges électriques de longueur supérieure à 25 ml.

Les toitures et sous sol de chaque bâtiment seront équipés eux aussi.

Ils seront tous contrôlés selon les normes en vigueur (protection des personnes, pas de pièces nues sous tension accessibles, etc...)

Indice de protection minimum, IP 44 & IK 08

- Lot chargé de l'installation : **LOT GO**
- Vérification périodique par organisme agréé tout le 12 mois à la charge du **LOT GO** (ou voir CCTP)
- Installation de distributions séparées pour ascensoristes, peintre et façadiers : à la charge du **LOT GO**.
Prévoir le tri-phasé en pied de chaque bâtiment ou gaine technique.



4.2. Éclairage

Dispositions générales :

A mettre en place au niveau de toutes les circulations, cages d'escaliers, locaux borgnes, extérieur base vie et tout accès extérieur et pour toute la durée du chantier.

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
Circulation	Éclairage réglementaire	LOT ÉLECTRICITÉ	LOT ÉLECTRICITÉ



5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

5.1. Description

Dispositions générales :

Nature des engins	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs	Panification	Conditions de prêt
Grue		Plan d'organisation chantier-plan d'installation			
Grue mobile	Chaque lot	Selon localisation sur plan d'implantation	A préciser	Si absence de grue à tour ou GMR Approvisionnement, manutention & pose	Pas de prêt prévu
Treuil	Chaque lot	En façade	A préciser	<i>approvisionnement</i>	Pas de prêt prévu
Recettes					
Camion auto déchargeable	Chaque lot	Selon localisation sur plan d'implantation et sur voie autour de chaque bâtiment		<i>approvisionnement</i>	
Autres					

*Toute opération d'approvisionnement massif du chantier sera mécanisée au moins dans ses parties verticales.
L'emploi de main d'œuvre dédiée aux manutentions (plaque de plâtre, carrelage, chaudière...) afin d'éviter l'installation d'un moyen de levage est proscrit.*

Si la dépose temporaire d'un garde-corps est nécessaire, une solution compensatoire au moins équivalente sera mise en place.

**R.4534-21**

Les recettes sont aménagées de telle sorte que les travailleurs chargés des opérations de chargement ou de déchargement ne soient pas obligés, pour tirer la charge, de se pencher au-dessus du vide.

Toutefois, pour le chargement ou le déchargement de matériaux ou d'objets d'un poids inférieur ou égal à 50 kilogrammes, il peut être mis à la disposition des travailleurs, d'une part, des crochets d'une longueur suffisante pour amener les charges à l'aplomb du plancher de la recette, ou tout autre dispositif équivalent, d'autre part, des appuis leur permettant d'assurer efficacement leur équilibre.

5.2. Mesures de prévention

- Vérification des engins sur chenilles, grues et élévateur sur pneus
 - PV du contrôle périodique sur l'engin et chauffeur muni de son autorisation patronale et de son CACES.
- Stabilité des supports et solidité
 - Vérification de la solidité du corps de chaussée (adéquation charges/ solidité du corps de chaussée) en corrélation avec arrêté municipal et retour de DICT.
 - Dans le chantier, sera réalisé une voie de chantier de 2,5 m de largeur en périphérie de chaque façade.
 - Les angles de cette piste seront élargis à 3 m et renforcés pour éviter toute fatigue prématurée.
 - Vérification absence de cavités, collecteurs, regards, de dénivellation, sera effectuée par chaque entreprise avant de débuter leur tâche.



- Limitations des interférences

Isoler la zone de recette et de manutention (balisage de la zone d'évolution de l'engin, etc ...), pas de survol de charge en dehors de l'emprise du chantier (clôtures). Le chef de chantier ou chef d'équipe informe le chauffeur livreur des consignes générales du chantier. Contrôle des élingues selon normes en vigueur (désignation du responsable du contrôle)

- Prévention des renversements

Plaques de répartition sous patins des engins de levage

- En particulier (grue à tour)

- Prévoir limiteur de chariot,
- Prévoir filets de protection sous contre poids des grues à tour,
- Prévoir systèmes contre les interférences (voir réglementation), utilisez le même système que les chantiers mitoyens
- Prévoir abonnement météo sur chantier.
- **Aucun survol de charge à l'extérieur de l'emprise du chantier**



6. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER

Dispositions prises en cas de défaillances :

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation après simple sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente

6.1. Circulation de véhicules (notamment R238-41, R238-45 du code du travail, etc...)

Dispositions générales :

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais d'entretien
Voie intérieure	nivelée et stabilisée autour des bâtiments et pour toute la durée du chantier	Selon plan d'implantation à faire validé par C SPS	GO	GO	GO
Déchargement	Aire nivelée et stabilisée et pour toute la durée du chantier	Selon plan d'implantation à faire validé par C SPS	GO	GO	GO
Stationnement	Aire nivelée et stabilisée et pour toute la durée du chantier	Selon plan d'implantation	GO	GO	GO
Signalisation	Balisage, quille, panneaux	Selon plan d'implantation ou arrêté municipal	GO	GO	GO

- Mise en place d'un bureau de trafic : SO
- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :
 Chef à la manœuvre, balisage, quilles, alternats si nécessaire et selon arrêté municipal

6.2. Circulation piétons

Dispositions générales :

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais	Vérification par organisme
Séparation des voies véhicules	balisage	Autour de la zone d'évolution des engins	Chaque lot	Chaque lot		
Escaliers provisoires*	Tour d'accès sécurisée et stabilisée donnant accès à tous les étages	Trémie centrale de l'escalier béton jusqu'à la pose de l'escalier définitif sécurisé	GO	GO		

*Dans le cas où l'escalier ne serait pas posé à l'avancement des niveaux ou s'il n'est pas accessible (passage de 80 cm minimum), une tour d'accès extérieure devra être installée par le Lot GO jusqu'à la pose définitive de l'escalier.



7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES

7.1. Secours

- Numéro d'appel en cas d'urgence :
 - ⇒ Voir liste en annexe

- Implantation du téléphone de secours :
 - ⇒ Localisation : voir plan d'installation chantier

 - ⇒ Lot chargé de son installation :

- Infirmerie de chantier (si l'effectif est supérieur à 200 personnes)
 - ⇒ Implantation :

 - ⇒ Description :

 - ⇒ Signalisation :

- Nacelle d'évacuation des blessés :

- Accès réservé au secours : sur plan d'organisation et sur plan d'installation.
Cette voie devra rester dégagée en toute circonstance

- Relation avec les services de secours : numéros téléphones affichés sur zones chantier et zones cantonnements.



7.2. Incendie

- Dispositions prises pour les travaux sur points chauds :
Extincteur à portée de main + protection (bâche anti-feu)
- Stockage de produits dangereux : Local ventilé à désigner
- Mise en place d'extincteurs cantonnement : oui
chantier: oui
- Mise en place de colonne sèche (IGH) : SO
- Mise en place d'un service de sécurité : SO



8. PROTECTIONS COLLECTIVES

(notamment Conforme au décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 et à l'article 5 modifié du décret du 8 janvier 65, à l'arrêté du 21/12/2004 et recommandation R408 du CNAMTS (échafaudage), à la circulaire DRT 2005/0/ du 27/06/2005, etc...)

8.1. Dispositions générales :

- *En l'absence du LOT GO, le maître d'œuvre devra désigner une entreprise de second œuvre responsable du maintien de la sécurité collective contre les chutes de hauteur.*
- **L'entreprise de GO devra mettre en sécurité collective contre les chute de hauteur notamment toutes les trémies (petites ou grandes), les accès, les dalles, les terrasses, etc... sur la totalité de leur périphérie et pour toute la durée du chantier ou jusqu'à la pose d'éléments définitifs de sécurité collective.**

Le système de sécurité collective de chantier retenu par le lot GO devra permettre la mise en place de garde corps définitif sans pour autant être obligé de déposer les garde-corps de chantier.

Par définition plusieurs système seront donc installé afin de respecter ce principe de pérennité.

- Insertion sur pré-dalle avec pose de garde-corps avant leur grutage
- Perches installée sur le dernier niveau pour garantir la pose des garde-corps définitifs sous protection collective de chantier.
- Pose de système de garde-corps aux fenêtres autorisant la pose des menuiseries extérieures sans toucher à la protection collective de chantier.
- Des pinces dalles pourront être autorisés sur tout lieu de plain pied recevant un garde-corps définitif balcon, palier..). La position des pinces de chantier ne devant pas être situées aux endroits des poteaux de garde-corps définitifs.

Les trémies situées au droit de mur ou cloison, devront être protégés par des garde-corps réglementaires. Ils seront fixés de sorte que le montage du mur ou cloison ne nécessite pas leur démontage.

Toute entreprise déposant pour ses propres besoins un système de sécurité mis en place par le lot responsable, deviendra de fait, responsable du maintien en état du dit système. Pour cela le lot titulaire adressera par mail au MO, MOE, coordonnateur SPS et à l'entreprise ayant procédé à cette dépose la notification de transfert de responsabilité, clairement établis (description, croquis, plan



de situation....)

Toute zone non sécurisée sera interdite d'accès et de travail.

- Le LOT COUVERTURE / ETANCHEITE devra travailler en sécurité individuelle sur toiture dès lors qu'il aura déposé la sécurité collective contre les chutes de hauteur. Cela implique que chacune de ces personnes, sera habilitée aux travaux en toiture. Les titres d'habilitations seront annexés au PPSPS et le personnel le présentera sur simple demande. **Cette mesure ne sera applicable qu'en dernier recours, lorsque aucune sécurité collective ne pourra être maintenue ou installée.**
L'accès en toiture doit être sécurisé et stabilisé, de type tour d'accès avec sécurité collective. Ce principe d'accès et de sécurité collective sera maintenu et entretenu par le LOT installateur jusqu'à la fin du chantier.

8.2.Nature des protections collectives

L'accès en toiture doit être sécurisé et stabilisé par une tour d'accès en sécurité collective . Ce principe d'accès et de sécurité collective sera **maintenu et entretenu jusqu'à la fin du chantier.**

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher ou dalle	Gardes corps réglementaires sur toute la périphérie	GO	GO puis le lot PLOMBERIE CVC dès le début des travaux sur les réservation au sol
Allège	Gardes corps réglementaires	GO	GO puis le lot MENUISERIE EXT dès le début de leurs travaux de pose
Terrasse	Gardes corps réglementaires sur toute la périphérie	GO	GO puis le lot ETANCHEITE dès le début de leurs travaux
Balcons	Gardes corps réglementaires	GO	GO puis le lot SERRURERIE dès le début de leurs travaux
Baies toutes hauteurs	Gardes corps réglementaires	GO	GO puis le lot MENUISERIE EXT dès le début de leurs travaux de pose

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de la maintenance
Trémies de petites dimensions	Gardes corps réglementaires sur toute la périphérie	GO	GO puis le lot PLOMBERIE CVC dès le début des travaux sur les réservation au sol
Couverture	Filets sous face, gardes corps réglementaires	COUVERTURE	COUVERTURE
Escalier	Escalier provisoire ou tour d'accès sécurisée et stabilisée	GO	GO

- Envisager la pose au plus tôt des escaliers et garde corps définitifs
- LA PROTECTION CONTRE LES CHUTES DOIT ETRE CONTINUE entre le lot CHARPENTE et le lot COUVERTURE
Il en sera de même entre le lot COUVERTURE et le lot ENDUIT...

N'est apte à déposer les protections collectives celui qui les a montées

Interdiction aux autres intervenants d'enlever les protections collectives

	Description	Localisation	Planification	Lot chargé de sa mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
Échafaudage de façade	Échafaudage de pied (conforme à décret 2004-924 du 1/09/04)	Façades	Suivant le besoin propre de l'entreprise			
Échafaudage intérieurs	Échafaudage de pied (conforme à décret 2004-924 du 1/09/04)	Trémie de l'escalier béton	Tant que l'escalier définitif ne sera pas posé et sécurisé			
Autres						

* Conforme au décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 et à l'article 5 modifié du décret du 8 janvier 65 à l'arrêté du 21/12/2004 (vérification échafaudage) et à la circulaire DRT 2005/08 du 27/06/2005.



Chaque entreprise utilisatrice sera responsable de la formation de son personnel, du montage et entretien du matériel choisi pour ses travaux en hauteur

Toute entreprise ayant l'utilité d'un échafaudage installé par une autre société, devra réceptionner les éléments déjà installés.

Cette démarche entre l'entreprise installatrice et l'entreprise utilisatrice, se traduira par la rédaction d'un procès verbal de réception écrit et contradictoire. (voir les recommandations de la CNAMTS du 10/06/2004, R 408)

En particulier :

* Echafaudage : Analyse des besoins, plan et calcul à fournir par les lots concernés pour tout échafaudage

Tout échafaudage de hauteur supérieure à 24m ou ayant un déport d'axe ou dont la pose d'un filet et utile, devra faire l'objet d'une note de calcul et d'un contrôle à sa réception par le bureau de contrôle.

* Contrôle échafaudage ne nécessitant pas de note de calcul est à effectuer par le monteur d'échafaudage.

Port des EPI lors des montages démontages : Casque - gants – masque - chaussures.



9. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER

9.1. Présence d'amiante : **MISSION NON PRISE EN CHARGE PAR CE DOCUMENT**

- Lots concernés : **SO**
- Localisation :
- Référence du rapport de diagnostic : **Absence de rapport Diagnostic Amiante avant travaux**

9.2. Présence de plomb : **MISSION NON PRISE EN CHARGE PAR CE DOCUMENT**

- Lots concernés : **SO**
- Localisation : **Faire un diagnostic avant travaux si le bâtiment a été construit avant le 01/01/1949**
- Référence du rapport de diagnostic :

9.3. Autres matériaux (radioactifs / déchets contaminés etc....) : **MISSION NON PRISE EN CHARGE PAR CE DOCUMENT**

- Lots concernés :
- Localisation :
- Conditions d'évacuation et d'élimination :

	N° d'affaire : 055-33-17-00429 Opération : CTM, Castelnau	Plan Général de Coordination – Révision 0	Date : 2/03/2018	Page : 35 sur 47
--	--	--	-------------------------	-------------------------

9.4. Travaux de démolition *(notamment conforme aux recommandations de la CRAM R345, 346 & 347, etc...)*

Démolition à l'explosif *(notamment conforme au décret 81-972, arrêté interministériel du 3 mars 82, article 4 du décret 92-1164 & 87-231, etc...)*

- Lots concernés : **GO**
- Localisation : tout le bâtiment
- Conditions d'intervention :
 - Avant tout début des travaux de démolition : faire approuver les plans d'exécution par le bureau de contrôle.
 - Lorsque tous les réseaux seront consignés et formalisé par écrit, avec un plan de retrait si présence d'amiante , plomb (attention délai de 1 mois).
 - Mise en place de bâches lestées suspendues à l'aide de grue pour éviter toutes projections,
 - Pose de plaques en métal ou béton ou tas de sable servant de matelas amortisseur pour éviter le percement des réseaux (renforts des bâtiments conservés).
 - Ne jamais abandonner des matériaux ou des éléments de construction dans un état d'équilibre instable. En particulier, abattre les éléments de construction en porte-à-faux dangereux.
 - Pendant les opérations de chargement mécanique d'un camion, interdire à la circulation des personnes la zone située au-delà du camion par rapport au chargeur , pelle, etc...- Balisage à l'aplomb de la déconstruction en tenant compte de la courbe de chute des matériaux.
 - Condamnation provisoire des ouvertures donnant sur l'extérieur, etc...
 - Utilisation de matériel insonorisé afin de réduire les bruits générés par les travaux,
 - Arrosage permanent diffus au dessus de la zone en déconstruction afin de rabattre à la source les émissions de poussière. Les eaux d'arrosages seront récupérées et réutilisées .
- Préciser : Etablir les modes opératoires précis dans le PPSPS
 - Le périmètre de sécurité.
 - Les conditions d'accès au chantier et aux points sensibles des travaux.
 - Le plan de circulation.
 - Les protections à mettre en œuvre vis-à-vis des tiers.
 - Port des EPI : Casque - gants – masque - chaussures
 - Etalement - échafaudages et toutes protections en toiture.
 - Arrosage pour éviter au maximum les poussières.
 - Enlèvement des gravois.

	N° d'affaire : 055-33-17-00429 Opération : CTM, Castelnau	Plan Général de Coordination – Révision 0	Date : 2/03/2018	Page : 36 sur 47
--	--	--	-------------------------	-------------------------

Matériaux en équilibre instable

Ne jamais abandonner des matériaux ou des éléments de construction dans un état d'équilibre instable. En particulier, abattre les éléments de construction en porte-à-faux dangereux.

Chargement des camions

Pendant les opérations de chargement mécanique d'un camion, interdire à la circulation des personnes la zone située au-delà du camion par rapport au chargeur, et dans laquelle des chutes de matériaux sont susceptibles de se produire. Faire assurer le gardiennage de la zone par des travailleurs, en veillant à ce qu'eux-mêmes ne soient pas exposés aux risques.

Evacuation des matériaux

L'accumulation des gravats et matériaux de démolition étant dangereuse, organiser le travail de telle façon qu'ils soient évacués le plus rapidement possible après les opérations de démolition dont ils sont issus.

9.5. Travaux de grande hauteur

- Lots concernés : Tous
- Localisation : tout le chantier
- Conditions d'intervention générale:
 - l'intervenant utilisant un EPI ne demeure jamais seul sur le chantier (article R. 4323-61 du code du travail), son collègue de travail devant notamment pouvoir alerter immédiatement les secours en cas de nécessité.
 - Poste de travail en sécurité collective sur toute la périphérie.
 - Accès au poste de travail en sécurisé.
 - Utilisation de nacelle
 - Port des EPI adéquate obligatoire (R 4323-91, R 4323-93, R 4323-96, R 4323-98).
 - Personnel apte et formé aux travaux en hauteur, en équipe de 2 au minimum.
 - Pas superposition de tâche.
 - Balisage à l'aplomb des la tâche, condamnation provisoire des ouvertures donnant sur l'extérieur, etc...
 - Faire attention aux conditions climatiques notamment les vents violent, brouillard, neige, pluie, givre, etc...



- Conditions d'intervention du plâtrier:

Les travaux réalisés à proximité ou dans la cage d'escalier, devront être toujours sécurisés. Les garde corps installés par l'entreprise de GO ne seront retirés que lorsque les cloisons seront montées. Dès lors que le plâtrier retire un garde corps, il devient responsable du maintien de la sécurité contre les chutes de hauteur de ce lieu.

- Conditions d'intervention sur toiture:

Dès que la sécurité collective contre les chutes de hauteur sera déposée l'entreprise aura l'obligation de travailler en sécurité individuelle. Cette mesure ne sera applicable qu'en dernier recours, lorsque aucune sécurité collective ne pourra être maintenue ou installée.

Pour pouvoir utiliser un système de sécurité individuelle, l'entreprise devra justifier la formation reçue par son personnel liée aux travaux en hauteur. Elle fournira son registre sécurité de suivi des contrôles périodique des EPI concernés. Elle justifiera de l'aptitude physique de son personnel.

9.6. Travaux de terrassement ou de tranchées

Description :

fouilles, tranchées, etc...

Réseaux enterrés :

électrique, gaz, assainissement, eaux pluviales, évacuations diverses, téléphone, fibre optique suivant plans d'exécution et plans de recollement.

Conditions d'intervention :

Blindage pour toute tranchée de profondeur supérieure à 1,3m ou principe équivalent pour toute fouille en limite de parcelle

Faire demande de DR et de DICT, consulter les plans de recollement.

Repérage et matérialisation de tous les réseaux, sondage à la main si nécessaire.



Chef à la manœuvre.

Afin de parer aux éboulements (se conformer à l'article 4 du décret 68: blindage ou talutage),

Blindage, et talutage à 45 degrés maximum suivant les résultats des sondages et la nature des terres rencontrées,

Stabilisation obligatoire du terrain et des ouvrages en phase transitoire,

Barrières et garde-corps sur blindage,

Protéger et signaler les têtes de talus,

Placer des passerelles de franchissement pour toute interruption d'un cheminement,

Respecter les distances de sécurité concernant les zones de travaux à proximité des talus, des engins, camions et circulations de toute sorte.

Port EPI obligatoire (R 4323-91, R 4323-93, R 4323-96, R 4323-98).

Engins contrôlés périodiquement, chauffeur avec autorisation patronale, engins équipés d'avertisseur sonore de recul et de gyrophare, etc...

Balilage et périmètre de sécurité maintenu à 1.50 ml, si réseaux à risques (Conforme à l'article du décret 68).

Dangers spécifiques :

Accrochage de réseaux existants, électrocution, chutes, éboulements, ensevelissement, etc ...

9.7. Travaux de fondations

Réseaux enterrés :

Suivant plan de recollement, idem 9.6

Stabilité des ouvrages à proximité:

Un contrôle (bureau de contrôle à mandater) sur la stabilité des ouvrages avoisinant sera réalisée avant toute démolition ou excavation et reprise de travaux en sous œuvre .

Conditions d'intervention:

Berlinoise ou principe équivalent pour toute fouille en limite de parcelle

Balisages des fouilles restées ouvertes. L'entreprise responsable des ouvrages en sous œuvre, devra prendre toutes les dispositions utiles afin de s'assurer du maintien de la stabilité des parois et ouvrages environnants

Mise en place à un mètre du bord de fouille de garde-corps. Ils seront constitués les constituer par des éléments jointifs ou écartés de façon qu'ils ne puissent permettre le passage d'un corps humain.



Toutes les ferrailles qui dépassent seront capuchonnées ou recourbées.

9.8. Utilisation de produits dangereux

- Nature des produits :
non connu à ce jour. Si utilisation de produit dangereux, l'entreprise devra fournir les fiches techniques du produit concerné
- Localisation des interventions :
- Conditions de stockage :
- Conditions d'intervention (ventilation des locaux), choix de techniques et de modes opératoires réduisant le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, communication des fiches de données sécurités.

9.9. Ouvrages particuliers à réaliser

- Localisation :

Sous face des balcons et garde-corps définitifs

- Conditions d'intervention :

Sous face des balcons

L'entreprise assurera l'intervention en sécurité collective de son personnel

Garde-corps définitifs

Pendant la période de préparation et avant la pose des éléments de garde-corps de chantier, l'entreprise se rapprochera du lot GO afin de lui donner le calepinage d'installation de ses garde-corps définitif. Cette mesure ayant pour but de choisir le type de matériel de chantier que posera le lot GO et l'emplacement des poteaux de garde-corps de chantier. Cela évitera ainsi la pose de la sécurité collective de chantier pour installer les garde-corps définitifs.

9.10. Autres



10. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉS

10.1. *Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :*

- Lots concernés : tous
- Localisation : tout le bâtiment et extérieur
- Mesures prises :
 - Zone isolée + balisage voir art 233-6 modifié du décret 68.
En particulier 80 cm de passage entre les équipements de travail R 4323-12.
 - Déplacement sur un sol nivelé, stable et sans obstacles.
 - Port de l'EPI obligatoire.
 - Pas de superposition de tâches R 4323-13.
 - Toutes interventions doivent être réalisées sur un chantier en sécurité collective et avec un accès sécurisé et stable.

10.2. *Isolation de certaines zones (travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques)*

- Lots concernés : tous
- Localisation des zones : tout le bâtiment



11. MODALITÉ DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

11.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (conformément au code du travail notamment L4532-9, L4744-5, R4532-56 à 4532-76)

- Contenu :

Les modes opératoires de cette opération devront y être développés . Ils feront apparaître clairement les risques identifiés et les solutions adoptées par l'entreprise pour les éviter.

Les personnels y seront nommés . Il y sera indiqué leur niveau d'habilitation pour les tâches qui leur seront confiées, leur aptitudes et formations pour les travaux réalisés à l'EPI.

Il y sera indiqué de toujours privilégier la mise en œuvre d'un système de protection collectif pour pallier au risque d'exposition des salariés. Les sécurités individuelles ne seront employées que lorsque un système de protection collective est non utilisable ou inadapté.

- Règle de diffusion et de communication

Diffusées par les entreprises aux organismes de la prévention (CARSAT – inspection du travail UT 33 - OPPBTP), et au C.S.P.S, 30 jours avant intervention, faire une inspection commune entre le C.S.P.S et l'entreprise titulaire 15 jours avant intervention.

Les Entreprises qui utilisent des prestataires de services extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, etc... devront :

- leur transmettre les informations qui les concernent du présent plan de coordination
- leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS
- indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques intérieurs à leurs interventions
- informer le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires
- accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.



11.2. Sous-traitance

A faire agréer par le Maître d'ouvrage avant l'intervention, leur communiquer le PGC, faire une inspection commune et communiquer son PPSPS au coordonnateur SPS

Aucun sous-traitant ne pourra débuter ses travaux sans retour d'agrément du maître d'ouvrage dans le cadre d'un marché public

11.3. Collège inter entreprises de sécurité de santé et de conditions de travail

(si opération de 1ère catégorie)

- Règlement de CISSCT est joint en annexe



12. LISTE DES INTERVENANTS

MAITRE DE L'OUVRAGE

Mairie de CASTELNAU DE MEDOC
20 rue du Chateau
33480 CASTELNAU MEDOC
renaud.coutouly@mairie-castelnau-medoc.fr

MAITRE D'ŒUVRE

Bernard PIZON ArchitecteDPLG
Lieu-dit "Martin"
1 allée des Coteaux
33880 BAURECH
bernard.pizon@free.fr

COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTE

QUALICONSULT SÉCURITÉ
4 voie Romaine
CS 80080
33615 PESSAC cedex
Tél: 05 57 35 46 35
fabrice.faux@qualiconsult.fr

BUREAU DE CONTROLE

QUALICONSULT
4 voie Romaine
CS 80080
33615 PESSAC cedex
Tél: 05 57 35 46 35
bordeaux.qc@qualiconsult.fr



13. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

SERVICE D'URGENCE	POMPIERS		Tél. : 18
	POLICE		Tél. : 17
	SAMU		Tél. : 15
HÔPITAL LE PLUS PROCHE	Place Amélie Raba Léon 33000 Bordeaux	Standard du CHU (3 groupes hospitaliers) Centre ANTI-POISON URGENCES chirurgicales ADULTES URGENCES cardiologiques URGENCES ophtalmologiques SOS Mains	Tél: 05 56 79 56 79 Tél: 05 56 96 40 80 Tél: 05 57 82 04 00 Tél: 05 57 65 67 90 Tél: 05 56 79 56 79 Tél: 05 57 82 20 20
HÔPITAL LE PLUS PROCHE	Hôpital Suburbain	97 Avenue georges Clémenceau 33110 LE BOUSCAT	Tél. : 05 56 42 49 49 Fax : 05 56 42 10 67
HÔPITAL LE PLUS PROCHE	Polyclinique JEAN VILLAR	Avenue Maryse Bastié 33520 BRUGES	Tél. : 0826 30 81 81 Fax : 05 56 16 81 95
HÔPITAL LE PLUS PROCHE	Clinique Mutualiste du Médoc	64 Rue Aristide Briand 33340 LEPARRE MEDOC	Tél. : 05 56 73 10 00 Fax : 05 56 41 69 04
CONCESSIONNAIRES	ERDF / GDF	Allée Gatron Ferrière 33173 GRADIGNAN	Tél. : 0810 01 33 33 Fax :
	Compagnie des Eaux	91 Rue Paulin 33000 BORDEAUX	Tél. : 05 57 57 20 00 Fax :
	Gaz de Bordeaux	Urgence sécurité dépannage	Tél. : 05 56 79 41 00
	France Télécom	Dérangements	Tél. : 1014 Fax :



ORGANISMES OFFICIELS	DIIRECCTE UT 33	118 Cours du Maréchal Juin 33075 Bordeaux	Tél. : 05 56 00 07 77 Fax : 05 56 00 08 88
	CARSAT Aquitaine	80 Avenue de la Jallere 33053 BORDEAUX	Tél. : 3960 Fax : 05 56 39 55 93
	OPPBTP	Les bureaux du Tasta Bât C4 – point 4 9 avenue Raymond Manaud 33524 BRUGES	Tél. :05.56.34.03.49 Fax :05.56.34.42.08

14. TEXTES REGLEMENTAIRES

• Textes de référence :

Décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004.

Arrêté du 21/12/2004 (vérification échafaudage).

Circulaire DRT 2005/0/ du 27/06/2005.

Article 1-4-2.

Décret n° 65-48 du 08/01/65 relatif aux mesures d'hygiène et de la salubrité (travaux du bâtiment).

Décret n° 79-228 du 20/03/79 relatif à la formation à la sécurité.

Décret n° 88-1056 du 14/11/88 relatif à la protection des travailleurs (courants électriques).

Loi n° 91-1414 du 31/12/91 relative aux équipements de travail et aux moyens de protection.

Décret n° 92-765 relatif aux équipements de travail et aux moyens de protection.

Décret n° 92-766 relatif aux procédures de contrôle et certification des équipements.

Décret n° 92-767 relatif aux règles techniques et procédures de contrôles.

Décret n° 92-768 relatif aux règles techniques et procédures de contrôles.

Décret n° 92-958 du 03/09/92 relatif à la manutention manuelle.

Loi n° 93-1448 du 31/12/93 relative à la sécurité et la santé sur les chantiers temporaires.

Circulaire D.R.T. n° 93-22 du 22/09/93.

Instruction D.R.T. n° 93-13 du 18/03/93.

Décret n° 94-1159 du 26/12/94 modifié par le décret 2003-68 du 03 décembre 2002 relatif à la sécurité et à l'organisation de la coordination.

Arrêté du 07 mars 1995 relatif à la déclaration préalable.

Décret 95-607 du 06 mai 1995 modifié par le décret 2002-1404 du 03 décembre 2002 relatif aux travailleurs indépendants.

Décret 95-608 du 06 mai 1995 relatif aux travailleurs indépendants.

Décret 2001-1016 du 05 novembre 2001 relatif à l'évaluation des risques.

Arrêté du 25 février 2003 relatif aux travaux dangereux.

Recommandations CARSAT AQUITAINE.

NF EN 795 Mars 2016 , Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage



15. RESUME DES POINTS A EXAMINER AVANT DE REDIGER LE P.P.S.P.S.

ETAPES DE REFLEXION	DONNEES A DEFINIR	MOYENS A METTRE EN œuvre
1. Ouvrages à réaliser	<ul style="list-style-type: none">◆ Nature des ouvrages◆ Quantités◆ Poids unitaires◆ Volumes de stockage◆ Modes de stockage	<ul style="list-style-type: none">◆ Moyens de manutention◆ Installations de stockage
2. Matériaux à utiliser	<ul style="list-style-type: none">◆ Modes d'approvisionnement◆ Volumes de stockage◆ Modes de stockage	<ul style="list-style-type: none">◆ Moyens de manutention◆ Installations de stockage
3. Moyens d'exécution	<ul style="list-style-type: none">◆ Opérations à réaliser◆ Postes de travail◆ Besoins en énergies	<ul style="list-style-type: none">◆ Machines (et leur alimentation)◆ Matériels (en énergie)◆ Equipements divers (postes de soudure, compresseurs d'air)◆ Protection avant, en cours et après l'exécution (collective ou individuelle)
4. Circuits matières dans le chantier	<ul style="list-style-type: none">◆ Volumes de stockage intermédiaires◆ Distances entre poste de travail◆ Zone de circulation◆ Zone de montage ou assemblage◆ Volumes de déchets à évacuer, stocker	<ul style="list-style-type: none">◆ Matériels de manutention◆ Installation pour le stockage des déchets
5. Infrastructures Terrain et aménagements	<ul style="list-style-type: none">◆ Surfaces et implantations des aires de stockage et de circulation	<ul style="list-style-type: none">◆ Stabilisation du sol◆ Abris couverts
6. Cantonnements	<ul style="list-style-type: none">◆ Dimension◆ Eclairage◆ Chauffage et ventilation◆ Installation électrique◆ Prévention incendie◆ Installations d'hygiène◆ Etc ...	<ul style="list-style-type: none">◆ Equipements correspondants aux différents impératifs

TÉLÉPHONEZ AU :

15*
SAMU

no: ou

[illegible]

... Et dites :

ICI CHANTIER

À (commune ou arrondissement)

Nº RUE

EN FACE DE

TÉLÉPHONE

2 PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 SIGNALER LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés dont un saigne beaucoup et un ne parle pas.

4 | FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

5 NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message.

À PRÉVENIR

Concessionnaires (électricité, eau...)

Centre anti-poison

Médecin

Ophtalmo

S.O.S. Mains

Inspection du travail

CRAM Scc Prévention

ОПРБТ

Médecine du travail

Gestionnaires (équipement, société d'autoroute...)

REGISTRE DE SECURITE
(en référence au Code du Travail : R.233-11/11-1/11-2/42-2/L.620-6)

pour :

- Matériels et engins d'installation de chantier
y compris échafaudages Décret du 08/01/1965
- Equipements de Protection Individuelle Arrêté du 19/03/1993
- Appareils de levage Arrêté du 09/06/1993-Décret 98-1084 du 2 décembre 1998
-Arrêtés du 2 décembre 1998 (3 arrêtés)
- Installations de chantier Décret du 14/11/1998
- Prévention et moyens de lutte contre l'incendie Décret du 31/03/1992
- Installation de rayons ionisants Décret du 02/10/1986
- Installation d'aération et d'assainissement Décret du 31/03/1992

Référence ou type de l'installation ou du matériel concerné	Nature du contrôle/vérification	Référence réglementaire	Date	Personne qualifiée ou organisme ayant effectué la vérification	Résultat de la vérification ou du rapport de vérification